

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)*****L'Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Représentant du Maître d'Ouvrage (RMO)Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par
arrêté préfectoral n°R93-2025-12-01-00039 du 1er décembre 2025.***Objet de la consultation***Création, réparation, fourniture et mise en œuvre des dispositifs de retenue
sur le réseau national structurant de la Direction Interdépartementale des
Routes Méditerranée.***Remise des offres***Date et heure limites de réception : 09 février 2026 à 22 h 00 (heure locale
de l'adresse du RMO)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>4</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>7</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>7</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>7</u>
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	<u>7</u>
2-5. Variantes.....	<u>8</u>
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	<u>8</u>
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	<u>8</u>
2-8. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>8</u>
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>8</u>
2-10. Délai de validité des offres.....	<u>8</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>8</u>
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	<u>8</u>
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	<u>9</u>
2-14. Mesures particulière concernant la propriété en site urbain.....	<u>9</u>
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	<u>9</u>
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	<u>9</u>
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>11</u>
3-1. Documents fournis aux candidats.....	<u>11</u>
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	<u>14</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>14</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>15</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS DE TRANSMISSION DE L'OFFRE.....	<u>18</u>

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>18</u>
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>19</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	<u>20</u>

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Dans la suite du présent document le terme de "marché" désigne un "accord-cadre à bons de commande"

CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations concernent :

La consultation concerne la création, la réparation, la fourniture et la mise en œuvre des dispositifs de retenue sur le réseau national structurant de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée – District des Alpes Du Sud et District Rhône Cévennes.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Pour le Lot n°1 « District des Alpes du Sud » (DADS)
 - Département des Alpes-de-Haute-Provence (04):
 - la RN 85 entre l'échangeur avec l'autoroute A 51 à Aubignosc (PR16+000) et le croisement avec la RN 202 à Barrême (PR75+100) pour un total de 55 Km. CEI de Digne-Les-Bains.
 - la RN 202 entre le croisement avec la RN 85 à Barrême (PR0+000) et le croisement avec la RD 902 à Saint-Benoît (PR45+000) pour un total de 45Km. CEI de Saint-André-Les-Alpes.
 - Départements des Hautes-Alpes (05):
 - la RN 85 entre l'échangeur avec l'autoroute A 51 à La Saulce (PR0+000) et le croisement avec le début de la RN85 département de l'Isère (PR62+307) pour un total de 62km 500.CEI de Saint-Bonnet.
 - la RN 94 entre le croisement avec la RN 85 à Gap (PR70+000) et la frontière italienne à Montgenèvre (PR174+000) pour un total de 100 Km. CEI de Embrun et CEI de l'Argentièr.
- Pour le Lot n°2 « District Rhône Cevennes » (DRC)
 - Départements du Gard (30) :
 - La RN 100 entre l'échangeur avec l'autoroute A9 à Fournès (PR2+000) et l'échangeur avec la future liaison est-ouest à Villeneuve-lès-Avignon (PR17+000) pour un total de 14 Km 700. CEI des Angles.
 - La RN86 entre la limite départementale 30/84 (PR3+840) et le croisement avec la RN 580 à Bagnols-sur-cèze (PR13+700) pour un total de 11Km700. CEI de la Croisière.

- La RN580 entre le croisement avec la RN 86 à Bagnols-sur-cèze (PR0+000) et l'échangeur avec l'autoroute A9 à Roquemaure (PR19+100) pour un total de 19Km 700. CEI des Angles.
- La RN106 entre le croisement avec la RN113 à Nîmes (PR0+000) et le début de la RN106 département de la Lozère (PR66+900) pour un total de 66Km 900. CEI de Boucoiran.
- La RN 113 entre le croisement avec la RN 106 à Nîmes (PR29+000) et le début de la RN113 du département de l'Hérault (PR49+800) pour un total de 21Km 500. CEI de Aigues-Vives.
- Département de la Lozère (48) :
 - La RN106 entre la fin de la RN106 du département du Gard (PR0+000) et le croisement avec la RD 984 au col de Jalcreste à Saint-Privat-de-Vallongues (PR23+000) pour un total de 22Km. CEI du Grand Combien.
- Département de l'Hérault (34) :
 - La RN113 entre la fin de la RN113 du département du Gard (PR0+000) et l'échangeur avec l'autoroute A9 à Vendargues (PR16+800). CEI de Aigues-Vives.
- Département du Vaucluse (84) :
 - La RN1007 assurant la liaison Est / Ouest, au sud d'Avignon(LEO) pour un total de 3Km 800. CEI des Angles.

Les prestations feront l'objet d'un marché conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique(CCP).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par marchés à lots séparés :

Désignation des lots	
Lot 1	District des Alpes Du Sud
Lot 2	District Rhône Cévennes

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats doivent apporter des compléments au cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) en remplissant l'annexe 4.

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante : "Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

pendant le délai de ____ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Suivant la nature des travaux, les exigences en matière de SPS seront adaptées suivant les trois points ci-dessous pour chaque bon de commande :

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- La Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels ne seront pas tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

2-14. Mesures particulière concernant la propriété en site urbain

Aucune stipulation particulière en dehors de celles du marché et de la réglementation exigible en site urbain.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Lot	Intitulé
1	District des Alpes Du Sud
2	District Rhône Cévennes

Pour l'exécution de ces lots, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11-2 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Lot 1	04 Bénédicte MEYER FACILITATRICE DE LA CLAUSE SOCIALES Groupe Objectif Plus Tél: 04 65 10 03 58 Courriel : clausesociale@objectifplus.org
Lot 2	Laurence BOURGER FACILITATRICE DES CLAUSES SOCIALES Mission Locale Jeunes Grand Avignon Communauté d'Agglomération du Grand Avignon Tél : 06 75 18 02 84 Courriel : laurencebourger@missionlocale-avignon.asso.fr

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges. La clause d'insertion se répercute sur les sous-traitants quel que soit le degré de sous-traitance.

S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article n° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Le candidat doit remettre à l'appui de son offre un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED), document dans lequel il s'engage à respecter les exigences environnementales en vigueur en matière de gestion des déchets.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

Bordereau 0 :

- L'Avis de Marché (AM) envoyé à la publication ;
- Le présent Règlement de la consultation (RC) .

Bordereau 1 :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - Annexe 1 : carte du réseau DIRMED DU,
 - Annexe 2 : Cahier des règles générales de sécurité,
 - Annexe 3 : SIG,
- Le cadre du Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;
- Le Détail Estimatif.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Un même soumissionnaire peut se porter candidat pour un ou plusieurs lots.

Le dossier à remettre par chaque candidat concernant le lot pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront d'inspirer du cadre du détail estimatif.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le Bordereau des prix unitaires et forfaitaires : cadre joint à compléter sans modification ;

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Le schéma Organisationnel du Plan d'assurance Qualité (SOPAQ) selon l'article 4-2 du présent règlement de la consultation. Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché .

- Un mémoire technique exposant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de ses travaux selon l'article 4-2 du présent règlement de la consultation.
- Une notice environnementale que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de ses travaux selon l'article 4-2 du présent règlement de la consultation.
- Le détail estimatif : cadre ci-joint à compléter sans modification (version modifiable non signée et version non modifiable signée), pour faciliter l'analyse des offres.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- L'acte d'engagement : cadre joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) du entrepreneur ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-

13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-8.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RPA.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées.

Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

L'analyse sera faite lot par lot.

Conformément aux articles R2152-6, R2152-7 et R2152-11 du code de la commande publique, l'offre économiquement la

plus avantageuse sera déterminée en fonction des critères de choix pondérés suivants :

Critère d'attribution	Pondération
<p>Le prix des prestations est évalué au regard du détail estimatif éventuellement corrigé suivant les règles définies ci-après La note de l'offre n sera donnée par la formule :</p> <ul style="list-style-type: none"> • $N_p(n) = 10 \times (\text{montant de l'offre la moins disante} / \text{montant de l'offre})$ <p>L'offre ayant le prix le moins élevé se voit donc attribuer une note de 10.</p>	60,00 %
<p>La valeur technique au regard du mémoire justificatif et explicatif demandé au 3-1.2 selon les sous-critères suivants : La note « Valeur technique » (Nt) sera notée sur 10</p> <ul style="list-style-type: none"> • A – Note détaillant les mesures prévues pour assurer l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail sur le site. (2 pts) ; • B – Note détaillant les mesures prises pour le respect du délai d'intervention fixé à l'article 3-2 de l'acte d'engagement : <ul style="list-style-type: none"> ◦ nombre d'ateliers mobilisables (2 pts) ◦ organisation géographique (2 pts) ◦ organigramme fonctionnel pour l'encadrement (1 pt) ◦ le suivi technique, financier et administratif du marché (1 pt) • C – Part fournie des fiches techniques et des certificats des produits proposés pour les prix listés dans l'annexe 4 du CCTP (cf mode de calcul ci-dessous) (2 pts) 	30,00 %
<p>La valeur environnementale au regard de la notice environnementale demandée au 3-1.2 selon les sous-critères suivants : La note « Valeur environnementale » (Nenv) sera notée sur 10</p> <ul style="list-style-type: none"> • D – Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) comprenant notamment: <ul style="list-style-type: none"> ◦ la liste des différents déchets produits et les méthodes qui seront employées pour ne pas les mélanger (2 pt) ; ◦ les centres de stockages et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets (3 pts) ; ◦ les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité mis en œuvre pendant les travaux (registre des déchets, BSD, « référent déchets », archivage ...) (3 pts) ; ◦ Les mesures prises pour valoriser les équipements 	10,00 %

Critère d'attribution	Pondération
déposés (lisses, supports, écartereurs...) (2 pts)	

Valeur technique

Les notes des différents sous critères sont définies comme suit :

NA = note attribuée au sous critère A ;

NB = note attribuée au sous critère B ;

NC=2 x (Ω/Φ)

- avec Ω =nombre de fiches techniques et de certificats fournies pour les produits de la série 7000 listés dans l'annexe 4 du CCTP et
- Φ =nombre de produits de l'annexe 4 (produits de la série 7000)
- La note de NC sera arrondie à 0,5 points près.

La note Nt, sur 10, correspondant au critère technique, sera calculée comme suit :

$Nt = NA + NB + NC$

Valeur environnementale

La note NEnv, sur 10, correspondant au critère environnement.

Pour faciliter l'analyser des offres, chaque sous-sous critères se verront appliquer le barème suivant:

	Note des sous critères
Très satisfaisant	Maximum des points
Satisfaisant	3/4 des points
Moyen	1/2 des points
Insatisfaisant	1/4 des points
Très insatisfaisant	0

Note globale Ng (notée sur 100)

La note globale Ng du candidat est égale à la somme des notes pondérées obtenues pour chacun des trois critères :

$Ng = 6*Np + 3*Nt + Nenv$

L'offre du candidat ayant la note globale N la plus élevée sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le marché peut être attribué à un candidat pour tous les lots ou à un candidat par lot.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

En cas d'absence de prix en lettres dans le bordereau des prix, le prix écrit en chiffres prévaudra sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment et sans justification, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS DE TRANSMISSION DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Dans ce cas, l'offre non ouverte sera rejetée.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence figurant sur l'avis de marché.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DIRMED / SG /ILCP
16, rue Antoine Zattara
13 003 Marseille
Copie de sauvegarde pour :
Création, réparation, fourniture et mise en œuvre des dispositifs
de retenue sur le réseau national structurant de la Direction
Interdépartementale des Routes Méditerranée.
DIRMED-2025-020
Lot n° :
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :
« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet" ou clé USB), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de

l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-2.

Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.